

# L'Actu législative sanitaire et sociale

## SOMMAIRE

|  |   |
|--|---|
| <i>Réglementation sanitaire</i> .....              | 2 |
| <i>Organisation hospitalière</i> .....             | 3 |
| <i>Professions de l'hôpital - Personnels</i> ..... | 3 |
| <i>Réglementation sociale</i> .....                | 3 |
| <i>Nominations</i> .....                           | 4 |
| <i>Signalement de documents</i> .....              | 4 |

### L'Actu législative sanitaire et sociale

Lettre d'information bi-mensuelle proposant une sélection de textes législatifs couvrant les secteurs sanitaire et social

Cette veille ne prend pas en compte les textes concernant les médicaments, les avis de concours et de vacances d'emplois



**Centre de documentation de l'AP-HP**  
Direction des Ressources Humaines  
Centre de la Formation et du  
Développement des Compétences

ASSISTANCE  
PUBLIQUE



HÔPITAUX  
DE PARIS



[www.aphp.fr](http://www.aphp.fr)

[LOI n° 2017-220 du 23 février 2017](#) ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant **simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé (1)**

JORF n°0047 du 24 février 2017

[LOI n° 2017-228 du 24 février 2017](#) ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant **création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (1)**

JORF n°0048 du 25 février 2017

[Ordonnance n° 2017-192 du 16 février 2017](#) relative à **l'adaptation des dispositions législatives relatives aux ordres des professions de santé**

JORF n°0041 du 17 février 2017

[Instruction n° DGOS/PF4/2016/382 du 9 décembre 2016](#) relative **aux programmes de recherche sur les soins et l'offre de soins pour l'année 2017**

BO Santé – Protection sociale – Solidarité n°2017/1 du 15 février 2017

[Instruction n° DGOS/R5/2016/392 du 2 décembre 2016](#) relative aux **équipes de soins primaires (ESP) et aux communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS)**

*La loi de modernisation de notre système de santé s'attache à répondre aux attentes exprimées par les professionnels de santé qui souhaitent promouvoir les soins primaires et l'amélioration de la structuration des parcours. Pour ce faire, elle a créé les Equipes de Soins Primaires (ESP) et les Communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS). L'instruction détaille les modalités de mise en œuvre de ces différents dispositifs. Elle précise notamment le rôle des ARS dans cette démarche*

BO Santé – Protection sociale – Solidarité n°2017/1 du 15 février 2017

[Instruction n° DGOS/PF4/DGS/DSS/2016/391 du 19 décembre 2016](#) relative à un **appel à projets pour la mise en œuvre et l'évaluation de projets pilotes de plateformes de séquençage très haut débit à visée sanitaire**

*Dans le cadre de la mise en œuvre du plan France Médecine Génomique 2025, le ministère chargé de la santé lance un appel à projets pour sélectionner des dossiers proposant pour chacun une organisation pilote permettant la mise en place du séquençage très haut débit à visée sanitaire pour un grand nombre de patients. Ces organisations doivent concourir à la structuration du parcours de soins des patients dont la prise en charge requiert cette technique*

BO Santé – Protection sociale – Solidarité n°2017/1 du 15 février 2017

[Arrêté du 27 février 2017](#) modifiant l'arrêté du 31 mai 2016 modifié fixant pour l'année 2016 le **montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé**

JORF n°0052 du 2 mars 2017

[Retour sommaire](#)

## Organisation hospitalière

[Instruction n° DSS/2A/DGOS/R1/2016/370 du 1<sup>er</sup> décembre 2016](#) relative à la **réforme du circuit de facturation des soins psychiatriques dispensés aux personnes écrouées**

*Cette instruction définit les modalités de facturation des soins psychiatriques réalisés par les établissements de santé au bénéfice des personnes écrouées. Elle remplace l'instruction provisoire adressée le 31 décembre 2015 demandant aux établissements de santé psychiatriques de bien vouloir retenir leurs factures relatives aux soins dispensés aux personnes écrouées à compter du 1er janvier 2016.*

BO Santé – Protection sociale – Solidarité n°2017/1 du 15 février 2017

[Arrêté du 27 février 2017](#) modifiant l'arrêté du 19 février 2015 modifié relatif aux **forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile**

[Décret n° 2017-259 du 28 février 2017](#) relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un **arrêté**

*Entrée en vigueur immédiatement à compter de sa publication au Journal officiel de la République française, de l'arrêté du 27 février 2017 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 modifié relatif aux **forfaits alloués aux établissements de santé** mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale **ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile.***

JORF n°0051 du 1 mars 2017

## Professions de l'hôpital - Personnels

[Arrêté du 15 février 2017](#) modifiant l'arrêté du 30 avril 2003 relatif à l'**organisation et à l'indemnisation de la continuité des soins et de la permanence pharmaceutique dans les établissements publics de santé et dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes**

JORF n°0044 du 21 février 2017

## Réglementation sociale

[LOI n° 2017-258 du 28 février 2017](#) relative à la sécurité publique (1)

JORF n°0051 du 1 mars 2017

Voir le [dossier](#) sur le site [vie-publique.fr](http://vie-publique.fr)

[Retour sommaire](#)

[Décret n° 2017-240 du 24 février 2017](#) relatif au **contrôle des conditions permettant de bénéficier de la protection universelle maladie**

*Le décret précise les conditions de régularité du séjour applicables aux personnes étrangères pour accéder à la prise en charge des frais de santé au titre de la protection universelle maladie. Il détermine les modalités des contrôles réalisés par les organismes de sécurité sociale ainsi que les conséquences de ces contrôles en termes de fermeture des droits après examen contradictoire.*  
JORF n°0049 du 26 février 2017

## Nominations

[LOI n° 2017-256 du 28 février 2017](#) de **programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique (1)**

JORF n°0051 du 1 mars 2017

Voir le [dossier](#) sur le site vie-publique.fr

[LOI n° 2017-257 du 28 février 2017](#) relative au **statut de Paris et à l'aménagement métropolitain (1)**

JORF n°0051 du 1 mars 2017

Voir le [dossier](#) sur le site vie-publique.fr

[Décret du 17 février 2017](#) portant **nomination à la commission de déontologie de la fonction publique**

JORF n°0043 du 19 février 2017

[Arrêté du 27 février 2017](#) portant **nomination à la commission des emplois et des métiers du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière**

JORF n°0052 du 2 mars 2017

---

***Signalement de documents issus de notre base de données analysant des points de réglementation :***

**Articles :**

***L'infirmière et l'administration des médicaments : quels enjeux ? [fiche]***

Auteur(s) : SAINT LORANT (Guillaume)

Revue de l'infirmière, 2017/02, n°228

[Retour sommaire](#)

***Ce que modifie la loi travail en 2017.***

Auteur(s) : RIZOS VIGNAL (Fabienne)  
Porphyre, 2017, n°529

***La loi "égalité et citoyenneté" Jeunesse - Engagement citoyen.***

Auteur(s) : SONGORO (Olivier)  
Actualités sociales hebdomadaires, 2017, n°2997

**Ouvrage :**

***Profession aide-soignant : recueil des principaux textes relatifs au diplôme d'Etat : à jour au 01/07/2016.***

2016, Berger-Levrault, Formation des professions de santé, Français, 54p., ann.

[Retour sommaire](#)